

## Lectures

### Comptes rendus

#### **L'Écologie au quotidien. Éléments pour une théorie sociologique de la résistance ordinaire**

Michelle Dobré

Paris, L'Harmattan, 2002, 354 p.

En se situant dans le prolongement explicite de la sociologie critique développée à la fin des années soixante, Michelle Dobré tente de répondre à la question : peut-on changer la vie ? Elle s'appuie à la fois sur une réflexion théorique et, secondairement, sur le commentaire d'une enquête empirique sur les formes de consommation. La réflexion s'organise autour de la notion de « vie quotidienne » : ce sont en effet les interactions ordinaires qui constituent le matériau de base pour l'interprétation. L'autre grande notion opératoire est celle de « résistance » : le travail de M. Dobré est une contribution intéressante à la théorie sociologique de la domination, qui tente de penser les formes d'opposition venant de la base dans un univers mondialisé. L'enjeu de l'analyse est d'identifier des capacités d'action dans la vie quotidienne « pour résister aux exigences de rationalisation instrumentale portées par le système marchand » (p. 16). L'ouvrage est divisé en trois parties. La première a une dimension généalogique, dans la mesure où l'objectif est de rendre compte de l'émergence de la notion de consommation dans le monde moderne, dont la contrepartie est la naissance du citoyen critique face au processus de colonisation de sa vie privée par l'emprise marchande. Dans la deuxième partie, l'auteur traite de la réforme écologique des modes de vie, et s'interroge en conséquence sur les relations entre la conscience écologiste et la sociologie critique. Enfin, la troisième partie porte sur la construction sociologique de la notion de résistance ordinaire en l'articulant avec une anthropologie de la consommation qui ouvre enfin sur des considérations empiriques. Comme on le voit, la préoccupation de l'auteur est d'abord de développer des considérations relatives à la théorie sociologique : la préoccupation de validation empirique est tout à fait secondaire et les données tirées d'enquête occupent dans la troisième partie une place principalement illustrative. Ce choix « théorique » n'est pas propre

à l'auteur et elle le mène avec beaucoup de fermeté, s'appuyant sur une bonne connaissance de ce qu'on nomme en anglais la théorie sociale. L'ouvrage est de ce fait plaisant à lire, bien qu'on ait quelquefois l'impression de lire une suite de fiches concernant des auteurs prestigieux : l'exposé risque alors de prendre un tour scolaire, ou de s'apparenter à la deuxième main, lorsqu'on a lu au préalable Hans Jonas, André Gorz ou Alain Touraine. Il faut cependant créditer l'auteur d'une grande honnêteté et d'une parfaite clarté dans son exposé. Son ouvrage constitue une bonne introduction aux problématiques de la sociologie critique, même si certains thèmes ne sont que survolés. On pourra regretter la part très limitée qui est accordée à l'investigation empirique. La réflexion théorique est toujours bienvenue, mais ce dont nous avons besoin aujourd'hui, c'est d'abord d'augmenter notre savoir sur les pratiques de l'environnement et sur les usages sociaux des ressources naturelles. L'auteur, qui par sa situation professionnelle connaît bien les enquêtes d'opinion sur l'environnement, en mesure aussi les limites, mais n'a pas les moyens (il n'y a aucune raison de le lui reprocher) de lancer un programme d'enquête sur les pratiques concrètes, lequel serait de nature à faire progresser la théorie sociale. De ce fait, le programme qu'enveloppe le titre, l'écologie au quotidien, n'est pas véritablement rempli, alors qu'il constitue un enjeu central pour les sciences sociales, en particulier lorsqu'elles souhaitent engager des relations avec les sciences de la vie : c'est en effet la connaissance des rapports pratiques entre les actions humaines et les ressources qui permettra de mieux comprendre les conséquences de la pression humaine sur les écosystèmes. Il n'en reste pas moins qu'on pourra lire cet ouvrage honnête et sympathique avec profit, si l'on veut avoir un point de vue d'ensemble sur la sociologie critique lorsqu'elle entreprend de penser les fonctions de la consommation dans le monde moderne et l'émergence de la capacité citoyenne à décoloniser leur vie quotidienne.

**Jean-Louis Fabiani**

(EHESS, Paris, France)

fabiani.jean-louis@wanadoo.fr

**L'Habitat pavillonnaire**

Henri Raymond, Nicole Haumont, Marie-Geneviève Dezès, Antoine Haumont  
L'Harmattan, 4<sup>e</sup> éd. 2001, 114 p.

**Les Pavillonnaires. Étude psychosociologique d'un mode d'habitat**

Nicole Haumont  
L'Harmattan, 3<sup>e</sup> éd. 2001, 150 p.

**La Politique pavillonnaire**

Marie-Geneviève Dezès  
L'Harmattan, 2<sup>e</sup> éd. 2001, 313 p.

**Paroles d'habitants. Une méthode d'analyse**

Henri Raymond  
L'Harmattan, 2001, 123 p.

Ces ouvrages constituent les différents volumes d'une étude sur l'habitat pavillonnaire réalisée en 1964 et 1965 par l'équipe de l'Institut de sociologie urbaine dirigée par H. Lefebvre. Publié initialement par le Centre de recherche d'urbanisme, l'ensemble a été réédité récemment chez L'Harmattan dans la collection « Habitat et sociétés », dirigée par N. Haumont. Parce que parus il y a près de quarante ans, ces textes doivent être situés dans leur époque, d'autant qu'ils s'inscrivent résolument dans les polémiques qui l'agitaient, tant sur le plan de la recherche, du débat public, que de la pensée urbanistique. Cela permet d'apprécier d'autant mieux la manière dont un même objet pourrait être appréhendé d'une façon tout à fait autre aujourd'hui. La problématique qui a présidé à cette démarche est en effet marquée par la vieille controverse doctrinale sur les mérites respectifs des types de logements, qui renvoie dos à dos formes collectives et individuelles d'habitat. Mais malgré les affrontements, toutes les parties convergent pour penser que le type du logement détermine les pratiques des habitants.

Depuis la fin de la guerre, les tenants du fonctionnalisme et de la pensée urbanistique corbuséenne dominant la production de la « ville moderne » et donc la production de logements. Le pavillon est stigmatisé pour ses conséquences négatives aussi bien sur le plan collectif (consommation d'espace et désordre spatial) qu'individuel (enfermement dans « l'esprit petit-bourgeois », individualisme...). Pourtant, les interrogations sur la réussite et le bien-fondé de la politique des grands ensembles se font plus nombreuses. Une surenchère médiatique autour de cette « maladie » urbaine naît au tout début des années soixante avec ce qui sera appelé la « sarcellite ». C'est dans ce contexte que paraît l'étude. Les chercheurs de l'ISU, de même que P.-H. Chombart de Lauwe, sont parmi les premiers à dénoncer l'hégémonie rationaliste et ce mode de pensée urbanistique éloigné des réalités et qui oublie ceux à qui ces constructions sont destinées. H. Lefebvre incrimine, dans la préface de *L'Habitat pavillonnaire*, les sociologues et les urbanistes

qui caricaturent et raillent l'architecture des pavillons et leurs habitants, au mépris de la préférence des Français (plus des trois quarts) pour cette forme d'habitat. Représentants d'une approche culturelle et psychosociologique de la sociologie urbaine, P.-H. Chombart de Lauwe comme H. Lefebvre prônent l'étude de la vie quotidienne et du vécu des citoyens.

Dans cette perspective, et par une analyse rigoureuse qui se veut détachée des querelles partisans, les auteurs visent une compréhension fine de cette prédilection tenace pour le pavillon, de l'idéologie qui la supporte, des conditions de son apparition et des pratiques qui pourraient lui être associées. Leur réflexion méthodologique se fonde sur trois postulats. D'abord, l'habiter est un fait anthropologique et pas simplement technique. Ensuite, la façon d'habiter s'exprime à travers le langage et peut donc être saisie à travers lui. Elle se traduit en outre par des réalisations, des produits matériels. Sur cette base, l'option de l'entretien non-directif, confronté à une série de « données sensibles » recueillies (donc perçues et pensées) par le sociologue, est retenue. Par conséquent, le choix théorique de faire converger la linguistique (sémantique et sémiologie) et les analyses critiques inspirées du marxisme, ajouté aux difficultés d'exploitation de ce type d'entretiens, ont conduit H. Raymond à élaborer la méthode d'analyse d'entretiens non-directifs appelée méthode ARO (analyse des relations par opposition).

Ce fascicule n'a finalement pu être publié pour la première fois qu'à l'occasion de la réédition des autres. Partie intégrante de ce travail, *Paroles d'habitants* constitue la matrice du volume *Les Pavillonnaires*, restituant les résultats de l'enquête psychosociologique proprement dite. L'investigation historique qui s'attache aux fondements de la politique pavillonnaire et à ses valeurs fondatrices vient compléter l'analyse de cette « idéologie ». Enfin, *L'Habitat pavillonnaire* propose la synthèse des recherches et, en accordant une place plus grande à la problématisation des questions que l'étude soulève, répond aux protagonistes du débat pavillonnaire/collectif.

*La Politique pavillonnaire*, couvrant plus d'un siècle (1830-1945), fournit un examen attentif de l'évolution du climat politique et social dans un contexte où la concentration urbaine, la pénurie de logements ouvriers et le mal-logement favorisent l'émergence de classes jugées dangereuses. M.-G. Dezès retrace ici l'archéologie de cette forme d'habitat et de la politique qui l'a encouragée, depuis les travaux d'enquêtes décisifs de Le Play et les premières expérimentations sous l'égide du patronat et de la philanthropie, jusqu'à l'affrontement avec le courant d'Architecture moderne.

Passant en revue les thèmes de la littérature sur le logement et le pavillon, la première partie se concentre surtout sur l'avant-guerre de 1914-1918. Courants de pensée, figures marquantes et réalisations sont minutieusement présentés et accompagnés de nombreuses citations

et de planches illustrées. On voit aussi comment, malgré des itinéraires et des visées à long terme divergents, les propagandistes de ce modèle se retrouvent sur la volonté de changement concret du mode de vie des couches populaires grâce au pavillon (avec ou sans jardin, individuel ou semi-collectif, en location ou en propriété). Améliorer leurs conditions de vie, favoriser leur intégration sociale et donc l'apaisement politique, par le biais d'un investissement affectif et idéologique dans l'habiter, sont les buts affichés ; la « ruralisation » de l'ouvrier par un jardin ou un lopin de terre et/ou l'accession à la propriété sont un moyen de les atteindre. De cela émergent les principes du logement « économique » et de l'accession à la petite propriété aidée, financés d'abord par le patronat, puis progressivement par l'État providence naissant : les bases du logement social sont ainsi jetées.

La seconde partie se concentre sur l'entre-deux-guerres et dresse un bilan de la politique pavillonnaire, étayé par un travail statistique solide. C'est au cours de ces années que l'on peut véritablement parler d'essor. La politique pavillonnaire, amorcée dans les dernières années du XIX<sup>e</sup> siècle, est renforcée et l'État se fait plus interventionniste en matière de logement. Les constructions pavillonnaires se multiplient rapidement, mais une partie d'entre elles (faute d'un contrôle suffisant) est défectueuse et mal équipée. C'est sur ces exemples de dérives et le thème du « désordre spatial » que s'appuie la critique radicale des Architectes modernes. Dès lors, s'amorce un renversement – du point de vue de la construction sociale notamment – qui conduira l'habitat collectif à supplanter après-guerre un modèle pavillonnaire jugé réactionnaire et passéiste.

Au terme de l'ouvrage, l'auteur conclut que « l'objet du désir pavillonnaire » n'est pas la propriété ou encore le jardin, mais un « mode d'habiter [...] conjuguant l'indépendance, la protection et la valorisation de l'individu et de la famille ». Selon elle, si l'idéologie pavillonnaire résiste si bien et si elle doit tant à la stratégie politique qui l'a véhiculée, c'est que cette dernière « puise dans le terreau historique français ». Pour M.-G. Dezès, les réformateurs sociaux auront en tout cas permis de mettre en évidence le lien entre « bonheur d'habiter et paix sociale ».

Avec l'enquête de N. Haumont, restée célèbre, le lecteur quitte la sphère des élites pour analyser – dans un contexte idéologique défavorable – ce goût pavillonnaire et l'éventuelle spécificité des pratiques dont il fait l'objet, du point de vue cette fois de l'habitant. L'opération se fonde sur un échantillon de 265 ménages répartis dans huit villes, dont 195 occupent des maisons individuelles, en propriété ou en location, et 70 des appartements dont ils sont copropriétaires ou locataires (d'un bailleur social ou privé).

L'auteur présente tout d'abord la méthodologie puis, par chapitres, les résultats qui s'organisent autour des trois « niveaux » non hiérarchisés, identifiés comme

structurant le « monde pavillonnaire réel » : l'appropriation de l'espace, la socialisation de l'espace et l'idéologie. L'appropriation de l'espace renvoie aux manières dont certains espaces du logement sont réservés à des usages particuliers qui ont une signification symbolique et pratique. La socialisation de l'espace concerne, au contraire, les rapports sociaux, qu'ils soient immédiats avec le voisin, ou plus lointains. Ainsi, les pavillonnaires ont une représentation des usages sociaux autorisés selon les espaces : la cuisine, par exemple, est réservée à la famille et les étrangers ne sont pas toujours invités à y pénétrer, tandis que le salon ou salle de séjour est un lieu d'accueil mais aussi – c'est une nouveauté à l'époque – celui où l'on regarde la télévision. Le dernier chapitre, enfin, montre que la maison est l'archétype du pavillon et qu'en cela il est tout à la fois un mode d'habitat, un mode de vie et une justification morale de l'existence.

En définitive, l'auteur invalide l'idée selon laquelle la vie sociale est plus riche en grand ensemble ou en habitat collectif que dans les pavillons. Ce serait négliger des dimensions importantes des relations sociales. De fait, la recherche montre aussi que l'habiter doit peu au type du logement et beaucoup à la société, à sa culture, et que cet univers fortement structuré est peu plastique. Toutefois, si les habitants font un lien entre mode d'habitat et mode de vie et préfèrent le « pavillon », c'est qu'il est le plus à même, dans les années soixante (et probablement encore aujourd'hui), de permettre en France l'expression des modèles culturels de la famille et d'une certaine sociabilité, à travers l'appropriation et l'organisation de l'espace.

Dans *L'Habitat pavillonnaire*, enfin, M.-G. Dezès reprend, dans le premier chapitre, les développements historiques à l'origine de l'habitat pavillonnaire. Pour cet auteur, le pavillon a pour modèle la maison bourgeoise du XIX<sup>e</sup> siècle, le logement ouvrier patronal et les constructions établies en marge des villes dès cette période. Le deuxième chapitre présente la synthèse de l'enquête discutée en détail dans *Les Pavillonnaires*. Les modes d'appropriation de l'espace et de vie des individus dans les pavillons sont dès lors fortement valorisés. En définitive, ces différents auteurs s'accordent sur les limites du débat concernant le pavillon au point de considérer les discussions houleuses que ce type d'habitat suscite comme peu fécondes.

Ce dernier ouvrage montre bien comment les hypothèses ont été affinées au cours de la recherche. Au départ, les chercheurs pensaient que l'attachement au pavillon était essentiellement idéologique ; ils ont découvert qu'au contraire, cette manière d'habiter se fonde sur un ensemble de pratiques d'aménagement qui s'associe à un sentiment de liberté.

Les auteurs regrettent le décalage entre les aspirations des Français et la pensée des intellectuels et des élites politiques, mais se défendent pour autant d'être

« partisans » du pavillon. Le repérage des éléments matériels et symboliques concourant au succès du pavillon doit, pour les auteurs, permettre aux acteurs de la construction d'améliorer le logement collectif et son acceptation sociale.

En choisissant d'analyser l'univers pavillonnaire, cette équipe de recherche a démontré que l'étude des comportements en matière d'habitat ne doit pas se limiter à l'étude de la forme, mais accorder toute sa place au sens qu'y donnent les habitants. Pour les auteurs, le pavillon recueille la faveur du plus grand nombre, car il répond à « la personnalité de base » du Français. Cette « personnalité de base » a fait, à l'époque, l'objet de nombreuses critiques : cette notion niant les catégories sociales relègue à l'arrière-plan les distinctions sociales ou économiques.

L'ensemble de ces travaux a ainsi marqué un tournant. Un tournant, dans la mesure où cette recherche montre que le pavillon est un objet digne de l'intérêt sociologique, ouvrant ainsi la voie à de nombreuses études ultérieures. Un tournant, car elle participe de la première étape de mobilisation et de dénonciation de l'urbanisme fonctionnel et de ses ravages. Un tournant, enfin, parce que cette recherche confirme l'orientation pionnière de Chombart de Lauwe en matière d'études urbaines (approche culturelle, étude psychosociologique des habitants, convergence théorique en faveur d'une interdisciplinarité...). En effet, partisans de l'intégration des sciences sociales dans le processus de construction, les auteurs (la plupart sont aujourd'hui chercheurs ou enseignants dans des écoles d'architecture) ont aussi collaboré activement pour cette étude avec des linguistes. Eux-mêmes d'ailleurs sont sociologues, historiens ou encore géographes.

Ces livres mettent en évidence les attaques continues dont le pavillon a fait et fait encore l'objet en France, alors que d'autres pays ne le considèrent pas comme un « problème ». Cependant, les critiques évoluent avec leur temps, bien qu'elles concernent toujours la satisfaction individuelle aux dépens de la vie collective. Au XIX<sup>e</sup> siècle, l'opposition essentiellement marxiste au premier rang de laquelle se trouve Engels porte moins sur la forme architecturale que sur son fréquent corollaire : la propriété, perçue comme une entrave à la mobilisation révolutionnaire du prolétariat urbain. Plus tard et dans la filiation directe du courant d'Architecture moderne, ce sont les aspects morphologiques qui sont dénoncés, aussi bien le modèle individuel jugé laid et trop banal, que ses conséquences néfastes sur l'organisation spatiale et urbanistique. Aujourd'hui, les griefs concernent toujours l'organisation et l'aménagement urbains, mais « l'étalement » est également vu comme un problème d'environnement en raison de la pollution et des nuisances liées à l'utilisation massive et quotidienne de l'automobile pour les déplacements pendulaires.

En conclusion, l'intérêt de ces ouvrages n'est pas tant de parler d'aujourd'hui que de donner à penser sur comment on se représentait toute cette question du pavillonnaire, sur la permanence de certains questionnements et l'évolution des approches scientifiques, mais aussi politiques et sociales.

Le lecteur trouvera dans l'ouvrage collectif une synthèse fort claire. Il est à la fois accessible et riche et invite à la réflexion. Celui de N. Haumont et celui de H. Raymond pourraient être mobilisés pour une lecture diachronique d'enquêtes sur les questions habitantes, par exemple, ou pour la construction et/ou l'adaptation d'une méthodologie d'enquête. La méthode ARO, depuis sa conception, a été employée dans d'autres recherches, discutée et même enseignée. Le livre de M.-G. Dezès, pour sa part, plus volumineux que les autres, est très foisonnant, un peu trop peut-être pour qui est peu familier de l'histoire sociale et de l'histoire des idées. Mais il peut être utilisé, grâce au détail de sa table des matières, un peu à la manière d'un dictionnaire. On pourra regretter cependant le peu de références aux autres pays, et notamment anglo-saxons, pourtant incontournables pour situer les exemples français et les modes d'inscription de la nature dans la ville. Ce dernier aspect n'est d'ailleurs qu'indirectement traité et ne fait pas vraiment l'objet d'une problématisation. C'est un reproche que l'on peut étendre à l'ensemble des textes. Cette époque, d'une manière générale, fait peu de cas du rapport nature/société. Il est symptomatique de constater que la place du vivant (du chien, par exemple, auquel N. Haumont fait référence), du jardin, du dehors... le rapport aux lieux et à leur matérialité n'est vue que comme participant d'un rapport social, occultant ainsi que c'est aussi, et peut-être surtout, un rapport intime, individuel à la nature.

Ces ouvrages, nous l'avons dit, ont en commun de lutter contre la pensée de Le Corbusier et de son école qui réduit l'habiter au fait de se loger, lutte que l'on retrouve d'ailleurs aujourd'hui associée aux réflexions prônant une ville durable. Ils ont réaffirmé que l'habiter est une dimension essentielle des individus et des organisations collectives. Il y a néanmoins mille manières d'habiter qui ne se traduisent pas nécessairement par une sédentarité, d'où l'importance non seulement de se reporter à l'échelle du logement, de la ville et des processus d'urbanisation, mais aussi de réfléchir aux pratiques de mobilité et à leur sens dans les modes d'habiter contemporains. Les questions du rapport entre bien-être spatial et social, de l'influence exercée par la forme, de la place de la nature dans l'habiter ou son insertion dans la ville, ainsi que la question de l'intégration des modèles culturels dans la production des espaces privés comme publics, restent aujourd'hui des interrogations vives. Le statut de classiques de ces ouvrages et la pertinence des débats qu'ils soulèvent dans le contexte actuel fait de cette réédition l'occasion bien entendu d'apprécier la



qualité du travail accompli à l'époque, tout en invitant à une réouverture du dossier concernant la nécessaire appropriation de l'espace et des lieux dans la vie sociale.

**Nathalie Blanc**

(Chargée de recherche, *Ladyss*, CNRS, France)

**Annabelle Morel-Brochet**

(Doctorante, *Ladyss*, Paris 1, France)

nathali.blanc@wanadoo.fr

### **Cabanes, cabanons et campements**

Bernard Brun, Annie-Hélène Dufour, Bernard Picon, Marie-Dominique Ribéreau-Gayon (Eds)  
Bergier, 2001, 337 p.

Cet ouvrage collectif rassemble des textes présentés lors des XI<sup>e</sup> Journées scientifiques de la Société d'écologie humaine qui se sont déroulées à Perpignan en 1999. Structuré en trois parties, ce livre traite de tous les habitats temporaires. Le sujet est abordé successivement comme lieu de construction et d'affirmation identitaire, comme espace autour duquel l'homme organise ses activités productives, et enfin comme un cadre résidentiel, de sociabilité et d'évasion.

La première partie, intitulée « L'imaginaire de la cabane », offre des approches disciplinaires variées. Cette pluralité est mise à profit pour montrer en quoi et comment cet « édifice », dont l'existence et l'usage sont généralement limités dans le temps, sert aux enfants comme aux adultes de lieu de passage entre ces deux états, entre le monde réel et l'imaginaire, entre le passé et l'avenir. Tantôt espace refuge, de méditation et de liberté, tantôt lieu de sociabilité, d'élaboration de règles et de représentations collectives, la cabane symbolise à chaque fois un certain art de vivre. En cela, elle constitue, pour différentes sociétés réparties tout autour du globe, un lieu d'affirmation identitaire et de rupture avec le quotidien, de ressourcement et de recherche d'équilibres sociaux, spirituels et poétiques. Pour illustrer chacune de ces facettes, trois groupes de textes sont présentés. Le premier traite du conte initiatique d'Ondine, une petite fille, et de l'ermitage – pavillon de thé dans la société japonaise. Ces exemples montrent le rôle symbolique de la cabane dans les processus d'intégration de normes sociales et de construction du moi. L'éphémère de ces instants rappelle celui de l'existence humaine. Les trois textes suivants abordent la cabane sous l'angle de l'identité collective et du rapport au territoire dans des univers socioculturels aussi différents que ceux de l'Ouest américain, du Sud-Ouest de la France et des pasteurs Afar et Somali sédentarisés à Djibouti. À cet effet, l'imaginaire cinématographique et le vécu quotidien sont mobilisés. Dans

le premier cas, la cabane représente les mythes fondateurs de la nation, à savoir : la liberté, l'esprit d'entreprendre et la réussite toujours possible. Dans le second, elle symbolise une existence harmonieuse au contact de la nature en même temps qu'elle rappelle l'esprit d'indépendance toujours prompt à s'exercer contre toutes ingérences extérieures. Fortement ancrée dans l'imaginaire collectif régional, la cabane est utilisée par les grandes enseignes commerciales pour rassurer le consommateur en mal d'authenticité et de qualité. Le troisième texte définit la cabane comme un espace à double face. L'extérieur, lié à la sédentarisation en milieu urbain, conditionne l'intégration de nouvelles références et le développement de nouveaux modes de vie. L'intérieur, relatif à l'époque des migrations antérieures, est agencé de façon à pouvoir se préserver des risques et des contraintes éventuels venant de l'extérieur. Cette partie de l'ouvrage prend fin avec une réflexion philosophique et poétique sur l'art et la civilisation des cabanes, premier stade de l'architecture au cœur duquel habiter est avant tout un rapport à la terre et au monde.

Les textes rassemblés en seconde partie, sous l'intitulé « Cabanes, nature et ressources naturelles », entraînent le lecteur à la découverte de cet habitat tout en privilégiant les activités productives passées et présentes dont il est le support. Les caractéristiques matérielles, les formes collectives et individuelles de conception, et la pluralité des modes d'occupation à travers le monde sont exposées. Les deux premières contributions, centrées sur la France, s'intéressent aux sites, à l'art et à la technique de construction des cabanes de charbonnage et au système sociotechnique d'alpage. Les connaissances écologiques des acteurs et les rapports qu'ils entretiennent avec la société environnante sont judicieusement montrés. Mais ne répondant plus à un besoin socioéconomique contemporain et ne correspondant plus à des formes de vie jugées acceptables, ces habitats temporaires appartiennent aujourd'hui à un passé révolu. Les contributions suivantes, centrées sur l'Afrique, présentent la réalité contemporaine selon deux types d'usages principaux, la pêche et la chasse. Au-delà de cette distinction, ces textes mettent l'accent sur l'équilibre existant entre les populations et le milieu qu'elles utilisent en fonction de règles anciennes et encore relativement respectées. Le lecteur est ainsi conduit à découvrir les relations qu'entretiennent les Gbaya avec la brousse, refuge de leurs ancêtres. La cabane est ici différente en fonction des activités possibles selon les territoires, ce qui permet alternativement à l'individu et au collectif de s'affirmer. Ce type d'approche est également présent dans le texte consacré à l'habitat semi-permanent forestier, dans lequel ses auteurs insistent sur la notion de territoire et les représentations spatiales qui y sont liées. Une analyse très intéressante des rapports productifs entretenus par des populations pluriactives alternant entre activités agricoles, chasse et pêche en milieu

forestier y est proposée. Un autre auteur développe une approche particulière axée sur les rites et les stratégies de chasse analysées comme des rapports symboliques et des actes initiatiques dont la cabane est le support. On retrouve dans cette contribution les arguments avancés en première partie de l'ouvrage. Les trois contributions suivantes se préoccupent davantage du changement, de l'adaptation de l'homme à son milieu, de son installation vis-à-vis d'un environnement où les contraintes saisonnières sont prégnantes et sur lequel la pression démographique est forte. La question sous-jacente traitée au cours de ces trois textes est celle de la pérennité d'un système de vie et d'exploitation du milieu dans un contexte marqué par des migrations imposées par la nécessité d'accès à une ressource halieutique. En conséquence, l'analyse porte en priorité sur les contraintes, l'évolution des normes d'installation et les tensions qu'elles soulèvent vis-à-vis de la gestion des biens collectifs. À travers la cabane, les textes présentés dans cette partie montrent la fragilité des milieux naturels et la nécessaire adaptation des pratiques humaines dès lors que le respect de leurs équilibres est recherché.

La dernière partie de l'ouvrage, « Cabanes, sociabilité et société », reflète la diversité des situations passées et présentes liées à l'usage récréatif de différents types d'habitats temporaires et aux changements qui interviennent tant dans leurs perceptions que dans leurs modes d'utilisation. Pour illustrer cette diversité, l'accent est mis sur les modes de vie et de régulation développés par les habitants permanents et les utilisateurs occasionnels de différents lieux. Cette partie est composée de deux groupes de textes. Les trois premiers chapitres sont consacrés aux mouvements de défense des campements de la pointe de Beauduc à proximité des Saintes-Maries-de-la-Mer, de la plage de Piémanson sur les rivages de la Camargue et des jardins situés dans les espaces interstitiels entre les autoroutes et le long des voies ferrées parisiennes. Les deux premières situations exposent les modes de vie développés par les utilisateurs de ces espaces et les luttes qu'ils mènent afin de faire reconnaître par les services de l'État le droit à un mode de vie particulier et à l'occupation temporaire de ces espaces littoraux. C'est l'occasion de découvrir comment l'image traditionnelle du pays et la gestion durable et salubre des lieux sont successivement mobilisées par les protagonistes. Le propos du troisième texte est encore plus stimulant. Consacré aux jardins potagers ouvriers, il conduit le lecteur à découvrir comment, malgré l'existence de règles et de normes régissant tant l'occupation des lieux que la construction des abris de jardin, les occupants parviennent de façons différentes à transformer l'usage des lieux en fonction de l'évolution de leurs besoins. Les cinq chapitres suivants étudient comment un habitat précaire et saisonnier devient au fil du temps un lieu d'habitation permanent et comment des espaces relativement délaissés

précédemment deviennent des lieux largement fréquentés. Les auteurs s'attachent plus particulièrement à faire découvrir comment les lieux sont peu à peu investis en fonction du construit culturel des individus et de leurs recherches de contact avec la nature. En mettant l'accent sur les contraintes liées à la société méditerranéenne, le premier chapitre explique avec finesse en quoi et comment le cabanon provençal représente pour les hommes, mais aussi pour les femmes, un espace de rupture utilisé de façons différentes, mais permettant une forme de régulation entre les sexes. Le second auteur montre comment l'utilisation du cabanon nîmois, investi par des formes de représentation variables à travers les âges, devient un lieu résidentiel permanent, alors qu'au début du siècle il s'agissait d'un espace de ressourcement et de rupture avec le quotidien. Cette transformation rend compte du changement qui s'est opéré au cours du temps dans le rapport à la nature et des formes de sociabilité qui s'expriment dans le cadre de celle-ci. Centré sur le chalet de chasse ou de pêche, nouvelle forme de cabane, le chapitre suivant traite de rapport à la nature, d'un lieu de sociabilité en rupture avec le quotidien et d'un espace de construction identitaire pour les enfants. Reprenant ainsi les principaux axes de ce livre, il est à regretter que ce texte paraisse avoir été amputé alors qu'il propose une synthèse intéressante sur le sujet traité par cet ouvrage. Utilisant la forme comparative, le quatrième chapitre est consacré à l'appropriation touristique des espaces naturels et domestiques guyanais et réunionnais par l'intermédiaire de l'habitat de loisir. L'auteur propose de développer un modèle d'analyse du phénomène centré sur les valeurs symboliques et les formes d'appropriation de l'espace pour mieux saisir les pratiques de construction actuelles et les modes de réorganisation du territoire. La dernière contribution est fort intéressante dans la mesure où elle se situe en opposition avec les deux premiers chapitres de cette partie. Elle prend appui sur le cas de Perpignan tout en intégrant le temps long. Le propos vise à analyser comment un espace collectif passe d'une construction administrative et collective à un usage individualisé avant de revenir à un usage collectif. L'exposé des justifications propres à chaque époque, liées aux besoins et aux nécessités du moment, permettent de saisir en quoi et comment la société est à même d'accepter de telles évolutions.

Un livre à découvrir, en raison de la richesse des exposés qui illustrent la question, dès lors qu'on s'intéresse à la diversité des approches, des temporalités et des relations entre l'homme et la société et avec l'environnement.

**Luc Bossuet**

(*Inra-SAD / UMR Ladyss, France*)  
lbossuet@u-paris10.fr

### **La Triple Hélice, les gènes, l'organisme, l'environnement**

Richard C. Lewontin

Le Seuil, coll. « Science ouverte », 2003, 155 p.

L'histoire de la génétique au vingtième siècle se présente comme un formidable programme de recherche des « bases de la vie » (H.J. Müller). Le décryptage de l'information contenue dans l'ADN et l'explication biochimique des processus moléculaires à l'intérieur des cellules devaient, pensait-on, suffire à expliquer dans sa quasi-totalité le développement organique et ses variations. Dans ce livre, R. Lewontin prend le contre-pied de cette idéologie et propose un nouveau programme de recherche du développement biologique au sein duquel les organismes sont considérés comme « la conséquence d'une interaction unique entre les gènes qu'ils portent, la succession des environnements et les interactions moléculaires fortuites au sein de chacune des cellules ». Tout au long de l'ouvrage, la logique argumentative de l'auteur se justifie par l'articulation de considérations épistémologiques – principalement autour de l'analyse des concepts métaphoriques de la biologie classique – et la présentation de nombreux exemples proprement scientifiques.

La métaphore du développement qui, selon l'auteur, relève du mythe préformationniste, est critiquée dans le premier chapitre. D'après R. Lewontin, elle alimente l'idée selon laquelle les organismes résulteraient du « déploiement d'une séquence d'événements fixés à l'avance par un programme génétique » qui, en outre, suffirait à spécifier les variations entre les organismes. Cette conception dogmatique est aujourd'hui contredite par de nombreuses recherches que nous présente l'auteur, notamment celles de T.S. Gray sur la croissance de certaines vignes vierges tropicales, et celle de J. Clausen, D. Keck et W. Heisey sur l'influence de l'environnement dans le processus d'ontogenèse de certains végétaux. Les résultats combinés de ces travaux montrent, dans le premier cas, l'inconstance de l'ordre des étapes du processus ontogénétique et, dans le second cas, l'impuissance du génotype à spécifier une solution développementale particulière, ainsi que la capacité de son organisme à réagir avec son environnement. Ils nécessitent ainsi une limitation de l'importance du déterminisme génétique et impliquent la prise en compte de l'environnement pour la compréhension des processus d'ontogenèse.

La spécification des relations intrinsèques de l'environnement avec l'organisme est approfondie dans le second chapitre à travers la mise en place des fondements d'une véritable génétique de l'environnement. Pour R. Lewontin, « c'est la biologie des organismes qui détermine la nature physique des signaux provenant du monde extérieur. Ils transforment un signal physique en un autre assez différent et c'est le résultat de cette

transformation qui est perçu comme paramètre environnemental. Cette transformation est la conséquence de la biologie interne des espèces. C'est bien la biologie, donc les gènes, qui détermine son environnement effectif, en dictant la façon par laquelle les signaux extérieurs s'incorporent dans les réactions ». Autrement dit, « l'environnement est codé dans les gènes de l'organisme ».

Cette idée prend sa source dans la critique de la métaphore de l'adaptation et du fitness. Ces deux concepts renforcent, selon l'auteur, « l'image d'un organisme se moulant aux spécifications de l'environnement ». La métaphore de la niche écologique qui « signifie un espace dans lequel se placent les organismes qui possèdent la forme d'y entrer » oriente, quant à elle, l'étude des organismes vers celle de la forme de l'espace environnemental. R. Lewontin y voit une raison pour laquelle, dans toutes les explications adaptatives, « l'organisme n'est que le prétexte pour montrer que les propriétés des êtres vivants sont des réponses adaptatives aux exigences de l'environnement ». Selon cette conception, la distinction darwinienne entre l'organisme (intérieur) et l'environnement (extérieur) est strictement tracée. Aujourd'hui, écrit l'auteur, « le temps est venu où les progrès à faire dans notre compréhension de la nature impliquent que nous reconsidérons la relation entre intérieur et extérieur, entre organisme et environnement ».

Selon R. Lewontin, penser que l'environnement est indépendant des organismes qui l'habitent est une illusion contradictoire. L'environnement est dépendant de ce autour de quoi il s'organise. Cette dépendance, conceptuelle et réelle, légitime la substitution de la métaphore de la construction à celle de l'adaptation. Cette construction s'organise en quatre moments : 1) le choix des éléments de l'environnement par l'organisme ; 2) la construction (au sens littéral) d'un environnement immédiat par le biais du dégagement de chaleur ; 3) la modification de cet environnement par le biais de la consommation ; 4) les organismes « modulent les propriétés statiques (température, énergie disponible) des conditions extérieures à mesure que ces conditions s'intègrent à leur environnement ». Sur cette tétralogie, l'auteur fonde sa distinction radicale entre objets physiques et organismes. Il justifie, en outre, le dépassement de l'approche purement analytique de la biologie contemporaine. Celui-ci fait plus spécifiquement l'objet de la troisième partie de l'ouvrage.

Si l'auteur reconnaît l'importance du réductionnisme, il juge néanmoins qu'une bonne part de son succès « vient de la nature opportuniste du travail scientifique » et qu'elle ne révèle en fait rien de la nature de systèmes vivants. « Les chercheurs ne s'intéressent qu'aux problèmes qui cadrent avec leurs méthodes » et feignent bien souvent d'ignorer de nombreux faits pour ne pas bousculer les dogmes de la biologie moléculaire ; « ils répètent comme les moines bouddhistes répètent leur mantras, que l'ADN fabrique les protéines ». L'inverse

est pourtant bien connu des biologistes et les véritables questions ou les questions originales – notamment celle de l'émergence des formes organiques – restent souvent sans réponse.

Les difficultés auxquelles est confrontée la biologie analytique relèvent de trois caractéristiques des organismes : 1) ils ont des tailles intermédiaires. Par le biais d'une discussion sur le développement néoténique, le séquençage du génome et l'évaluation de l'évolution de certains gènes, l'auteur défend l'idée qu'il n'existe pas de façon unique de diviser un organe pour en analyser les fonctions ou que des portions de génome ne peuvent parfois pas être traitées comme des entités causales distinctes ; 2) l'organisme est un lieu de rencontre de forces toutes aussi importantes. Aucune force n'est isolable, comme en physique par exemple, où il existe toujours un petit nombre de forces très déterminantes. « Il n'existe pas chez les organismes d'équivalent de la masse, de la vitesse ou de la distance. » De plus, l'organisme réagit toujours aux stimulations extérieures et ne fait pas que leur être soumis, comme peut l'être une pierre à la gravité. « La vie d'un organisme est faite d'incessantes corrections de trajectoire. » Quand une force prend le dessus sur les autres, l'organisme entre dans un état pathologique ; 3) les organismes entretiennent des relations causales complexes avec d'autres systèmes hétérogènes. Le schéma d'interaction jusqu'ici esquissé entre gène, organisme et environnement montre que l'on doit considérer ces trois données tour à tour comme des causes et des effets. Au sein d'une telle vision, la séparation des causes et des effets devient problématique.

Pour contrer ces difficultés, R. Lewontin trace, dans un dernier chapitre programmatique, les grands axes d'une réforme méthodologique qui puisse prendre en compte la complexité des systèmes vivants sans opérer de bouleversements théoriques. Ni une position holiste, ni les modèles traditionnels d'explication des systèmes dynamiques ne constituent une approche fructueuse pour la biologie. C'est d'abord l'hypothèse Gaïa de J. Lovelock qui est ici rejetée : d'une part, les limitations de l'approche réductionniste ne suffisent pas à remettre en cause sa fécondité et à justifier son abandon ; d'autre part, le holisme est une description fautive du monde. « Chaque chose n'est pas connectée à toutes les autres. » Concernant les théories des catastrophes, du chaos et de la complexité, l'auteur les juge trop spéculatives. Rien ne permet de penser, selon lui, qu'elles puissent être fructueuses pour la biologie.

Le nouveau programme de recherche exposé dans l'ouvrage s'organise autour de la réhabilitation de l'étude des formes moléculaires et intracellulaires, combinée à la prise en compte de leur environnement. L'étude structurale des molécules et de l'organisation interne des cellules doit ainsi passer de sa position marginale à une position centrale. Selon Lewontin, qui rappelle un fait bien connu

des biologistes, « la fonction ne saurait être comprise sans information sur la forme et la taille. On ne peut, en effet, expliquer « la contraction des muscles, la fonction des membranes cellulaires ou le transport de l'oxygène par l'hémoglobine sans se référer à la répartition des molécules dans l'espace et à leur disposition l'une par rapport à l'autre ». De plus, les problèmes de différenciation cellulaire lors du développement « ne peuvent être résolus sans information sur la distribution spatiale et l'organisation des molécules au sein des cellules et sur la façon dont l'état d'une cellule est influencé par son environnement. Il est nécessaire de revenir au vieux problème de l'information positionnelle ».

D'autres principes et exemples viennent nourrir cette nouvelle heuristique. Suffiront-ils à convaincre les biologistes d'intégrer dans leurs recherches toutes ces données dont ils ont pourtant connaissance ? Cette réforme pourra-t-elle se faire sans une révolution théorique, comme l'affirme l'auteur ? Le scepticisme déjà affiché par certains chercheurs invite à la prudence. Mais une chose est sûre : le réductionnisme outrancier d'une certaine biologie moléculaire est actuellement dans une crise profonde. Et les solutions de R. Lewontin méritent d'être considérées avec attention.

**Charles Ruelle**

*(Agrégatif en philosophie, Université de Paris 1, France)*

charles.ruelle@freesbee.fr

### **L'Élévation du niveau de la mer et les espaces côtiers**

Roland Paskoff

Institut océanographique, 2002, 190 p.

La prise de conscience du réchauffement climatique a suscité de multiples spéculations sur les conséquences possibles. Parmi celles-ci, les perspectives d'élévation du niveau de la mer consécutive à la fonte des calottes glaciaires font partie des inquiétudes sur notre avenir qui ont connu une résonance médiatique particulière. Dans cet ouvrage, Roland Paskoff fait le point des connaissances actuelles sur la réalité de ce phénomène, ses effets prévisibles pour différents types d'espaces côtiers, avant de s'interroger sur les stratégies de réponses que la société peut envisager.

L'ouvrage se compose de trois parties précédant une courte conclusion. Le premier chapitre traite de l'élévation du niveau de la mer au siècle dernier et des prévisions pour le XXI<sup>e</sup> siècle. Roland Paskoff montre d'abord que la mesure du phénomène pose de délicats problèmes de métrologie, alors que les côtes qui fournissent la référence sont elles-mêmes soumises à des mouvements tectoniques qui peuvent être du même ordre de grandeur



que les différences observées. Aux mouvements naturels de la croûte terrestre s'ajoutent les effets d'actions anthropiques diverses (pompage en grande quantité de nappes phréatiques ou d'hydrocarbures, aménagements d'estuaires, etc.). Le développement de l'altimétrie spatiale ouvre des perspectives intéressantes pour mieux quantifier le phénomène et s'affranchir d'une distribution spatiale très irrégulière des marégraphes. Sous ces réserves, l'augmentation du niveau de la mer aurait été de 1,8 mm/an au cours du siècle dernier, et il faudrait s'attendre au cours du XXI<sup>e</sup> siècle à un rythme trois fois plus élevé, ce qui se traduirait par une élévation totale d'environ 44 cm pour le siècle. Par ailleurs, les causes de cette augmentation ne se limiteraient pas à la simple fonte des glaces, et les différentes masses glaciaires pourraient elles-mêmes connaître des évolutions très différentes. L'Antarctique, qui représente 99 % des volumes à l'échelle mondiale, pourrait même voir un accroissement de sa masse glaciaire sous l'effet d'une augmentation des chutes de neige. Au final, 60 % de l'élévation du niveau de la mer serait imputable à l'expansion thermique de la masse d'eau superficielle des océans (26 cm/44 cm), et près de 40 % à la fonte des petits glaciers (17 cm/44 cm). La fonte du Groenland (équivalent à une hausse de 9 cm) serait compensée par l'augmentation de masse de l'Antarctique, avec des situations très contrastées au sein de ce continent. La France étant comprise dans une zone de subsidence, il faudrait s'attendre à une élévation relative plus importante du niveau de la mer.

La seconde partie de l'ouvrage est consacrée aux effets prévisibles sur différents types d'espaces côtiers : estuaires, côte à lagunes, falaises, vasières, mangroves, plages. . . Les effets sont décrits sur des exemples précis pris dans diverses régions du globe. L'auteur nous montre que l'élévation du niveau de la mer n'est pas le seul facteur d'évolution. En effet, ce phénomène intervient dans un contexte marqué par une pénurie sédimentaire doublée d'une évolution de granulométrie. Cette dynamique dépend à la fois de facteurs naturels à l'échelle planétaire (tarissement du stock d'éléments grossiers issus de la dernière transgression post-glaciaire) et, bien sûr, de facteurs anthropiques (aménagement de rivières, érosion de terres arables, etc.). Il en découle une pénurie très générale de sables et d'éléments grossiers, et une surabondance relative d'éléments fins. L'évolution du littoral est donc la résultante de phénomènes complexes avec des dynamiques fortement dépendantes du contexte local. D'une façon générale, on peut cependant dire que les principaux risques se situent au niveau des formations deltaïques, de submersion des côtes à lagunes et du recul des plages.

Dans la troisième partie, Roland Paskoff analyse les stratégies adoptées par la société face à l'élévation du niveau de la mer. Il est en effet possible, soit de résister, ce qui semble plus en accord avec les mentalités collectives

actuelles, soit de s'adapter, en se repliant si nécessaire. Les différentes techniques de « résistances » sont alors passées en revue (digues, murs et enrochements, etc.), avec notamment la description de « techniques douces » issues d'une meilleure compréhension des phénomènes de mobilisation des sables et qui sont maintenant proposées pour le rechargement des plages. Le choix entre ces stratégies dépend bien sûr du contexte physique, mais aussi des enjeux économiques et de la répartition des responsabilités entre particuliers et collectivités.

Enfin, dans une courte conclusion, Roland Paskoff revient sur la complexité des phénomènes en cause et sur la nécessité d'apprendre à s'adapter aux changements globaux de notre planète.

Ce livre nous donne une vision très complète et parfaitement documentée des perspectives d'évolution de nos littoraux. L'écriture fait fréquemment appel à l'utilisation de termes scientifiques qui pourraient rebuter un lectorat non averti. Cet ouvrage n'en est pas moins très didactique, non seulement par la présence d'un glossaire, mais surtout par la qualité et la diversité des exemples concrets qui illustrent chaque hypothèse, chaque situation, et qui contribuent à rendre l'exposé particulièrement vivant. Il est donc accessible à un large public. En même temps qu'il donne des réponses précises, l'auteur s'attache à nous montrer la diversité des hypothèses qui peuvent être avancées et la complexité des phénomènes en cause. Il s'agit donc d'une excellente clarification sur un thème socialement sensible.

**Daniel Terrasson**

(Cemagref, France)

daniel.terrasson@cemagref.fr

### **Histoire de la pollution atmosphérique en Europe et en RDA au XX<sup>e</sup> siècle**

Michel Dupuy

L'Harmattan, coll. « Allemagne d'hier et d'aujourd'hui », 2003, 157 p.

Le titre semble explicite et annonce un livre en deux parties, la première proposant un tableau de la sensibilisation à la pollution de l'air en Europe au XX<sup>e</sup> siècle, la seconde mettant en évidence la spécificité de l'ancienne République démocratique allemande dans l'analyse et les réactions au phénomène de dégradation de la qualité de l'air. Et pourtant, il ne s'agit pas vraiment d'une histoire de la pollution qui présenterait un dossier comparatif sur l'état sanitaire de l'atmosphère et les politiques mises en œuvre pour l'améliorer. Le propos de Michel Dupuy est beaucoup plus restreint, puisqu'il vise surtout à montrer comment les « scientifiques » (chimistes,

biologistes) et les ingénieurs (forestiers surtout) ont intégré la pollution de l'air dans leurs analyses et quelles sont les propositions techniques qui en découlent. Ce parti pris crée une distorsion majeure que le lecteur doit avoir à l'esprit pour éviter tout amalgame spécieux : la pollution n'existe pour M. Dupuy qu'au moment où la science s'en préoccupe ! Par ailleurs, et c'est là l'hypothèse de la première partie, la science propose une lecture du phénomène à plusieurs échelles, soit autant d'étapes dans l'évaluation de l'ampleur de la dégradation, lesquelles fournissent le cadre de trois chapitres. D'abord considérée comme séquelle étroitement localisée de l'activité industrielle (première moitié du XX<sup>e</sup> siècle), la pollution s'observe ensuite à une échelle régionale (après 1950) avant d'être comprise comme « phénomène global » (après 1980). Implicitement, l'auteur veut nous faire partager l'hypothèse qu'une action directe de la pollution sur le changement climatique est évoquée dès le début du XX<sup>e</sup> siècle, mais que rien ne permet de la relayer avant les débats récents sur l'effet de serre. Il est certes avéré que démêler la part de l'anthropique et la part du naturel dans les phénomènes climatiques n'est pas aisé, et pour cause. Il n'empêche. Cette vision par trop finaliste de l'histoire des sciences pourrait à la rigueur se défendre si l'auteur avait pris la peine de détailler les enjeux et les contextes de validation des théories scientifiques. Les nécessités de la production industrielle et de la rentabilité à court terme, le cloisonnement national et régional de la recherche appliquée sont autant de critères qui interfèrent dans l'histoire des techniques durant la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle. On risque fort de l'oublier puisqu'il n'est pratiquement pas fait allusion aux contextes sociaux et politiques. Comment négliger le simple fait que nous nous trouvons dans une période de crises et d'affrontements ! On passe donc un peu à côté des véritables enjeux pour se contenter des poncifs du savant incompris (en l'occurrence Arrhénius et son article sur le réchauffement de l'atmosphère terrestre en 1896), du savant muselé (le cas des chercheurs à l'Est de l'Europe sous le système soviétique) et de la science virginale avec ses précurseurs prophètes et ses martyrs.

Et pourtant, les trois premiers chapitres du livre recèlent un matériel documentaire précieux et autant de pistes qui mériteraient approfondissement : les conditions matérielles de la recherche sur la pollution (laboratoires, instituts universitaires, réseaux internationaux), les relais de la science à la politique et les rapports de force indispensables à faire pression sur l'économie, la place du discours scientifique dans l'argumentation ainsi que le rôle croissant de la médiatisation des questions environnementales (la mise en scène environnementale par l'image). L'auteur évoque tous ces problèmes ; il perçoit finement l'importance du changement dans le fonctionnement du champ scientifique qu'a été la contractualisation de la science dans les années 1970. Il en reste

néanmoins trop souvent à des constats faibles sur l'impact des normes juridiques ou à des remarques naïves sur la portée innovante de politiques auxquelles on pourrait allègrement trouver des filiations très anciennes, si ce type de logique générative avait encore un sens dans l'histoire des techniques. On se demande pourquoi son analyse lucide du *Waldsterben* des années 1980 ignore superbement les enjeux économiques d'un phénomène largement médiatisé comme on le sait. Le pot catalytique et l'essence sans plomb ne sont pourtant pas des innovations gratuites consenties pour l'amour désintéressé de l'air pur ! Ou encore des analogies paresseuses comme celle qui clôt la première partie du livre : « La pollution atmosphérique épouse la façon dont l'homme se représente dans l'espace [. . .]. Au commencement du XXI<sup>e</sup> siècle, l'homme se situe dans une société devenue globale, la pollution prend la même dimension » (p. 78).

La deuxième partie du livre est beaucoup plus convaincante, parce qu'elle met en perspective une situation sociale bien définie (le régime communiste en Allemagne orientale) dans laquelle la communauté scientifique a une mission, celle de contribuer activement à la construction de la société socialiste. L'auteur insiste avec raison sur la transparence du débat scientifique dans les années 1950, avec des diagnostics sans équivoque sur l'état sanitaire catastrophique de la forêt corrélié avec les immissions toxiques. Dans une deuxième phase (1962-1974), la dispersion des compétences dans une multitude d'instituts de recherche rend problématique la définition d'une politique efficace. Le parti d'éviter les « solutions capitalistes » (en clair, l'indemnisation des lésés) en intégrant les coûts de la pollution dans les objectifs du plan n'est qu'un pis-aller. On ne pénalise pas les entreprises polluantes, mais, conformément à une logique socialiste de la justice, on veille à compenser les dommages éventuels causés à d'autres secteurs productifs ! Un dernier chapitre, enfin, détaille les mécanismes de camouflage de la pollution par un gouvernement aux abois : les techniques semblent maîtrisées, mais leur coût les rend inapplicables à l'industrie. Par conséquent on falsifie les résultats des mesures de la pollution, on enferme les données environnementales dans la confidentialité, au point que le mot *Waldsterben* n'existe même pas dans le discours officiel de l'Allemagne de l'Est ! Un tel blocage de l'information donne l'impulsion à un mouvement écologiste structuré habilement sous couvert de l'Église évangélique. Cette dernière a, de ce fait, joué un rôle non négligeable dans l'effondrement du régime bien avant les avatars qui mènent à la chute du mur de Berlin.

Le principal mérite de Michel Dupuy est de rendre accessible au public francophone l'immense littérature germanique sur l'histoire de l'environnement. Il a lu les textes fondateurs dans des publications scientifiques peu accessibles de la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle. Il a dépouillé les revues techniques des années 1950-1960 ainsi

que la littérature grise des groupes d'opposants. Il a su intégrer dans son propos des sources orales de grande valeur, grâce à des entretiens avec des personnalités importantes de l'ancienne technocratie communiste. Tout cela est donc fort précieux, mais on regrettera l'utilisation peu hiérarchisée de l'argumentation, malgré la richesse de l'information, l'allure pas toujours soignée des documents photographiques et cartographiques et les erreurs de notice dans la bibliographie.

**François Walter**  
(*Université de Genève, Suisse*)  
francois.walter@lettres.unige.ch

### L'Animal en politique

Paul Bacot, Éric Baratay, Denis Bardet, Olivier Faure, Jean-Luc Mayaud (Eds)  
L'Harmattan, coll. « Logiques politiques », 2003, 384 p.

Avions-nous à ce point conscience de l'omniprésence de l'animal dans notre rapport à la politique ou, plus trivialement, à l'activité politique ? Le livre, qui regroupe 22 contributions de sociologues, politistes, historiens, philosophes... oblige parfois le lecteur à un jeu de sautemouton des espèces animales (un index zoonymique du plus bel effet !), des temps étudiés ou des zones géographiques concernées, au risque parfois de le désorienter et de s'éloigner de la compréhension de la problématique centrale. On regrettera que l'introduction, trop courte, indique juste quelques pistes, sans tracer de voies transversales (au même registre, certains sujets sont parfois trop rapidement traités, comme le cas de l'*ayd al-kabîr* en France, évoqué en moins de deux pages). Dans le même temps, cette profusion procure souvent un vrai plaisir au lecteur, qui ne cesse de découvrir à la fois la diversité de la présence animalière à nos côtés, et l'étonnant foisonnement des relations qui nous lient à eux – en dehors même d'une stricte approche utilitariste (au sens agricole ou commercial, dimensions non traitées ici). Parmi les nombreuses entrées du livre, nous retiendrons une thématique largement abordée et une autre, curieusement, délaissée. La première concerne le mécanisme de pouvoir généré par l'usage de l'animal. La seconde intéresse la question du statut propre de l'animal, dans la sphère politique.

Le référent animal est utilisé d'une manière constante pour justifier de sa domination sur l'Autre. On instaure ainsi un rapport de subordination, légitimé par la logique du classement naturaliste. Celui-ci est encouragé et disculpé par l'usage naïf des travaux de Darwin, par exemple, ou bien encore d'une conception étroite de la philosophie classique de la modernité. La femme est ainsi

considérée comme un « sous-homme », proche de l'animal, dans l'article consacré à ce sujet, qui se cantonne, malheureusement, trop souvent à une dénonciation historicisée et n'explique pas toujours les processus légitimant cette vision hiérarchique basée sur la différence des corps. L'indigène subit le regard mais aussi un statut inférieur, au motif que son classement dans la typologie des peuples en fonction de leur supposé éloignement à l'animalité lui est défavorable... Ce sont aussi les catégories de l'ennemi de guerre (lire la contribution détonante sur le « Boche » et son rapprochement tous azimuts au cochon !) ou de classe (saluons l'imagination débordante des anarchistes pour stigmatiser l'animalité des élites dirigeantes, mais aussi du peuple résigné ! L'article dresse de très intéressants lexiques). Comme le montrent ces contributions, ces catégories ne sont pas anecdotiques : elles sont souvent encouragées, justifiées et légitimées (en ce sens, elles sont agréées par les institutions morales ou politiques). De ce fait, la métaphore animalisante résulte de logiques qui nous renseignent, sans fausse pudeur, sur certaines pratiques sociales que notre civilisation des mœurs a réussi bien souvent à masquer sans les faire disparaître ! Les usages caricaturaux et anthropomorphiques, humoristiques de l'animal sont bien souvent l'occasion d'une réaffirmation d'une conception masculine et hiérarchique des rapports sociaux. Signalons cependant l'exception de la contribution sur François Mitterrand, qui montre que le référent animal n'est pas utilisé contre un groupe dominé, mais au contraire à l'égard d'une personne prééminente dans l'espace social (p. 326). Le fait qu'il soit qualifié d'« animal politique » ne remet pas en cause son statut, mais renforce sa « singularité ». D'autres contributions témoignent aussi du fait que les usages du référent animal ne sont pas systématiquement dépréciateurs, même si, dans ce cas, l'animal est dépecé pour ne choisir que certains morceaux ou caractéristiques particulières (force du lion, souplesse du chat, etc.). Au final, la référence à l'animal émerge comme un marqueur légitime de la compréhension des rapports sociaux (comme le notait déjà Nathalie Blanc, dans son ouvrage *Les Animaux et la ville*, Paris, Odile Jacob, 2000). Au point qu'il semble désormais utile de comprendre les stratégies politiques en fonction de ses choix animaliers. La préférence animalière (êtes-vous plus félin ou canin ?) dessine les contours d'un rapport aux valeurs sociales qui contribuent à mieux saisir les différentes facettes du comportement électoral (voir les deux chapitres terminant l'ouvrage).

Intéressons-nous à présent à la question du statut singulier de l'animal en politique. Ce que nous incitent à considérer les analyses de cet ouvrage, c'est que l'animal ne pose pas un problème politique en soi : son statut n'est défini qu'à contrario. La question animale demeure bien souvent une question non conflictuelle et faiblement politisée (comme l'exemple des mouvements anti-chasse

anglais, davantage structurés autour de la souffrance animale que d'un rapport social exacerbé par les pratiques des classes dirigeantes). Sans doute des contributions spécifiquement dédiées à l'étude des mouvements politiques proches des questions animales – comme celle de Christophe Traïni, *Les Braconniers de la République*, Paris, PUF, 2003 – ou bien encore quelques études approfondies sur certains mouvements politiques de la cause animale – on songe par exemple aux groupuscules animaliers du milieu des années 1990 en France – auraient pu éviter ces silences. Son statut reste une question longtemps ignorée, tant l'animal demeure au service d'une vision religieuse du monde, puis scientifique, quand il n'est pas l'objet de pures manipulations politiques. Au XVII<sup>e</sup> siècle, les termes du débat sont posés : l'animal se définit non pas en fonction de ses qualités intrinsèques, mais en fonction de son altérité incomplète par rapport à l'homme : il n'a aucune dualité âme/corps, spécifique à l'humain, il manque de dimension réflexive et d'usage du langage, et enfin, une prévisibilité de ses actes et comportements le distingue définitivement de l'homme, agent libre et agissant. Il faudra attendre plus d'un siècle pour qu'on lui reconnaisse une certaine capacité à la souffrance, une structure anatomique digne d'intérêt et, surtout, une capacité à exprimer du désir. Sans doute pourra-t-on regretter que les auteurs ne se soient pas davantage interrogés sur les formes politiques de la constitution de ce statut négatif.

Dans cet ouvrage, les communications sont davantage orientées autour des concepts du « bien-être de l'animal » (*animal welfare*), plutôt que d'une vision privilégiant une approche en termes de droit des animaux (*animal rights*), qui présuppose une équivalence morale entre les humains et les non-humains. Ce mouvement du droit des animaux n'est pas récent, puisqu'on le découvre dès le XVIII<sup>e</sup> siècle (Henry Salt, John Stuart Mill. . . ), lorsque l'on pose le principe d'une reconnaissance d'un statut moral de l'animal. Ce courant va impulser, essentiellement dans les pays anglo-saxons, la constitution de différents mouvements de protection des animaux (droits des animaux, antispécistes. . . ), et susciter de nombreuses controverses théoriques sur le bien-fondé de cette hypothèse. Au début des années 1970, de nouveaux contributeurs (Tom Regan, Peter Singer. . . ) amplifient la réflexion. Curieusement, ces approches sont absentes de cet ouvrage. Ce dernier semble ainsi conforter, implicitement, l'hypothèse d'un ordre du monde exclusivement anthropocentrique. L'usage de l'animal en politique reste essentiellement du domaine de l'approche anthropomorphique. . . Bien sûr, l'analyse des modes de construction et d'usage du bestiaire animal constitue l'armature centrale de cet ouvrage. Mais il montre clairement combien l'image animalière témoigne de l'étrange similitude de la condition humaine (avec une très passionnante analogie avec le mécanisme d'enfermement de l'animal ou

de l'homme dans le chapitre 2). L'animal est rarement pris au sérieux dans l'altérité de genre qu'il offre à l'humain. L'étude de la responsabilité morale des hommes à l'égard des animaux pris individuellement, qui constitue l'armature théorique de cette éthique des animaux, n'est, ici, pas prise en considération. Par conséquent, l'animal n'est jamais sujet de la politique, mais demeure cantonné dans le rôle d'objet de la politique – et on sait à présent qu'il importe, à la suite des analyses de Bruno Latour, par exemple, autour de l'effort d'une nouvelle compréhension des frontières entre l'humain et le non-humain. L'hypothèse d'une conception moins animale de l'animal ne semble pas avoir été l'une des priorités théoriques de cet ouvrage. Pourtant, que ce soit au niveau théorique ou pratique, il aurait été riche d'enseignement pour notre démocratie soucieuse d'un développement durable, que d'analyser dans le détail l'impact d'une telle évolution. Élargir cette vision de l'animal, c'est participer à une réflexion ambitieuse sur l'évolution des processus de la démocratie représentative : comment et qui représente l'animal, mais surtout comment disposer de nouveaux dispositifs techniques validant cette représentation ? Simple jeu théorique ? À l'heure où l'on s'interroge sur la réduction drastique de la biodiversité et, au-delà, de la durabilité de l'espèce humaine, la question apparaît déjà moins anecdotique.

**Bruno Villalba**

(*Ceraps, Université de Lille 2, France*)

bvillalba@hp-sc.univ-lille2.fr

### **L'Éthologie. Histoire naturelle du comportement**

Jean-Luc Renck, Véronique Servais

Le Seuil, 2002, 340 p.

Le livre de Jean-Luc Renck et Véronique Servais est agréable à lire à la première lecture. S'il constitue une analyse historique intéressante de l'éthologie, il n'en est pas moins une critique très sévère de la discipline telle qu'elle était dans les années 1960-1970. Cette critique, qui va jusqu'à nier tout contenu scientifique à l'éthologie, ne se justifie absolument plus actuellement.

Dans la première partie du livre, les auteurs expliquent la naissance de cette discipline et les controverses qui ont émaillé son développement. S'ils ont recherché les racines de cette science jusque dans les textes d'Aristote, ils constatent que sa consécration et sa reconnaissance n'ont vraiment eu lieu qu'après l'attribution du prix Nobel à von Frisch, Lorenz et Tinbergen en 1973. Il faut noter que la mise en place des conférences internationales d'éthologie a eu lieu dès les années 1950, ce qui dénote l'intérêt que l'on portait à l'étude du comportement



animal et la vitalité des travaux qu'elle suscitait. Cette analyse permet de comprendre comment s'est construite cette discipline à partir des différents courants de pensées et du développement des connaissances. Les auteurs insistent tant sur les querelles politiques et idéologiques qui ont eu lieu entre un certain nombre de personnages-clés de son histoire qu'on en arrive presque à croire que l'éthologie n'est que vaines querelles idéologiques et se limite « à une bonne manière de relier les histoires ».

La deuxième partie développe, sous forme d'exemples, ce que les éthologistes nomment les quatre questions de Tinbergen : causalité des comportements ; mise en place, ou ontogenèse ; fonction ; histoire évolutive. Les exemples choisis et les interprétations des différents auteurs sont basés sur des travaux déjà anciens et n'intègrent pas les études plus récentes. On aurait pu espérer découvrir dans ce chapitre un état des lieux complet de la discipline jusqu'à nos jours. Ainsi, le problème de l'inné et de l'acquis est considéré aujourd'hui comme un faux problème qui peut être facilement dépassé par une étude conjointe des déterminants génétiques et épigénétiques sur les processus de développement.

La troisième partie, intitulée « L'animal, l'animal humain », est consacrée à la communication animale, allant des signaux chimiques, tactiles ou visuels au développement du langage. Un intérêt particulier est donné aux études consacrées aux primates et aux risques d'altération des analyses comportementales liés à l'anthropomorphisme. Les auteurs développent la dichotomie de l'organisme « agi » et de l'organisme « agissant » qui disparaît dans l'éthologie cognitive de Griffin. En effet, Griffin introduit le débat sur l'existence et la nature des expériences mentales des animaux. Enfin, les auteurs terminent par une interrogation sur la légitimité de l'analyse éthologique appliquée à l'homme et restent très critiques sur l'incursion des biologistes sur le terrain de la psychologie, de la sociologie ou de l'anthropologie. L'utilisation, par les éthologistes, de métaphores tirées des activités humaines pour désigner des probabilités d'apparition des comportements n'a rien à voir avec une interprétation anthropomorphique. Chaque discipline développe un langage particulier et un même mot peut revêtir plusieurs sens, ce que les auteurs ne semblent absolument pas prendre en compte dans leur analyse.

Dans les quelques pages de conclusion, les auteurs achèvent de nous convaincre qu'ils ont des comptes à régler avec l'éthologie. Si on lit ce livre comme une analyse historique de l'éthologie, l'étude sur les désaccords historiques et les querelles idéologiques est complète et, j'irai jusqu'à dire, minutieuse. Ce livre ne nous informe absolument pas sur l'éthologie actuelle, ni sur l'état passé ou présent de cette discipline en France. Étant donné l'absence quasi totale de références à des éthologistes français, les auteurs ont complètement fait l'impasse sur les travaux effectués en France et tout ce qui a été publié

dans ce domaine. Or, un certain nombre de livres de synthèse en français existent et témoignent de l'évolution de la discipline, sur lesquels les auteurs auraient pu s'appuyer. Compte tenu des exemples choisis dans le corps du texte et de la facilité à tourner en dérision des études mal comprises et analysées de manière superficielle, il est difficile de trouver des applications possibles à une discipline dont on nie le développement et les avancées. Ce livre est une analyse partisane de la discipline telle qu'elle était il y a environ 40 ans, une méconnaissance totale de ce qu'elle est devenue et de ce qu'elle peut apporter aux sciences sociales par sa position charnière entre celles-ci et la biologie.

**Colette Rivault**

(UMR 6552, Université de Rennes 1, France)

colette.rivault@univ-rennes1.fr

### **L'Ultime Honneur des intellectuels**

François Laruelle

Textuel, 2003, 160 p.

Cet entretien du philosophe François Laruelle, avec Philippe Petit, présente une solide réflexion sur la fonction de l'intellectuel aujourd'hui. Laruelle inaugure une conception du réel différente de celle des philosophies, parce que, selon lui, le réel est donné avant toute philosophie. Aucune philosophie ne peut transformer le réel. Cela conduit à une conception de la philosophie généralisée, mais sans prétention sur le réel, ce qui explique le « non » de non-philosophie (pensons aux géométries non-euclidiennes). Ainsi, le concept de réel prend, en premier lieu, acte de l'opposition marquée entre le réel philosophique (identifié au « désir philosophique du réel » (p. 43)) et le réel psychanalytique. L'élaboration lacanienne permet en effet de poser un irréprésentable ; or, contre l'essor de la philosophie considérée, dans une veine nietzschéenne, comme « un empiètement permanent sur le réel » qui « peut apparaître ou se donner sous la forme d'un projet politique » (p. 29), François Laruelle présuppose un fond non-anthropologique de l'homme et se dresse par ce geste contre « la *philosophabilité* du Nom-de-l'Homme » (p. 56). À l'instar de la conception lacanienne, le réel est mobilisé afin de faire achopper la représentation en sa prétention hégémonique, de déjouer l'ambition du tout-philosophable.

Mais la conception du réel proposée par l'auteur se détache de celle propre à la psychanalyse. En effet, contrairement au réel lacanien, irréprésentable, pour donner à l'inconscient son poids irréductible à la conscience philosophique et donc « transcendant au savoir », le réel non-philosophique s'avère « radicalement

immanent "à soi" » (p. 57). Si le réel est perdu pour l'histoire, pour la philosophie, il l'est aussi pour l'analyste qui l'identifie à l'impossible, alors que, loin d'être simplement posé comme négation de la représentation, le non-philosophe en fait ce qui « détermine en dernière instance un sujet *pour* le rapport de la représentation et de l'irreprésentable propre à la philosophie » (p. 47). Ainsi met-il à contribution de sa pensée ce réel, qui n'entrave pas l'édification théorique mais plutôt, et ceci littéralement, la détermine.

Pour le non-philosophe, le réel sur quoi bute le discours de l'intellectuel dominant devient donc la prémisse d'autres démonstrations. De sorte qu'il s'agit de formuler des énoncés en fonction du réel qui est présupposé (p. 61). Et le réel peut être présupposé dans la mesure où il n'est pas la fin du discours, l'élaboration de la non-philosophie mettant à profit la structure axiomatique pour s'affranchir de cette convoitise impossible qui mine l'élaboration philosophique en exacerbant cette frénésie de la représentation, toujours en reste d'images : « Je n'ai pas le désir du réel, je dis que l'homme est, que nous sommes le réel » (p. 62). Dès lors, notre regard est explicitement orienté vers les effets qu'est capable de générer cette autre modalité discursive : « Mon problème est de créer des effets dans la théorie de l'histoire, dans la théorie de la justice » (p. 136). Une fois saisi que la pratique de François Laruelle n'est pas un engagement auprès des victimes concrètes, mais une entreprise qui mise sur les pouvoirs du langage afin de libérer une modalité d'engagement des contraintes dirimantes que le régime de penser traditionnel exerce par le biais d'une surdétermination, on ne lui fera pas de mauvais procès, à regretter par exemple qu'il ne prenne pas part à la mêlée.

Parmi les nombreuses pistes de réflexion qui donnent à l'ouvrage son remarquable relief, suivons un fil particulièrement pertinent pour, à partir de l'arraisonnement de la représentation, insinuer le bien-fondé du cheminement emprunté par l'auteur en faisant affleurer l'enjeu sous-jacent de cette entreprise. François Laruelle marque tout d'abord la profonde rétivité qu'oppose la notion de victime aux penseurs, puis ajoute que celle-ci est à l'origine du recours massif de la représentation destinée, précisément, à fournir une prise pour philosopher en levant cet achoppement ; de fait, « la victime est saisie à travers le médium de la représentation sous toutes ses formes, visuelles, judiciaires, militaires, etc., qui sont philosophables » (p. 100). Nous sommes alors portés à considérer que la pensée qui tend à constituer une représentation ontologique de la victime instaure une « double distance », laquelle esquisse « deux lignes de transcendances » suivant qu'est privilégiée « la victime donnée horizontalement, sous la forme la plus intuitive » ou celle « debout ou verticale », considérée comme « victime exemplaire, abaissée mais debout », dont le Christ crucifié est l'éminent paradigme (p. 87). D'une part, l'auteur

met au jour le rôle joué par les deux dimensions fondamentales de la linguistique (paradigmatique et syntagmatique) dans le mécanisme de pensée à l'œuvre. Mais, d'autre part, à nous indiquer, plutôt qu'une opposition, un concours, il nous porte à considérer la dynamique théorique, dans sa prétention à fonder l'être de la victime, comme tributaire de cette constitution qui caractérise la métaphysique en son déploiement marqué par la tension onto-théologique. On saisit dès lors l'importance de cette tâche qui consiste à poser la Victime-en-Personne en la distinguant de « la victime suffisante, représentée, avec ses deux modes corrélés de la représentation » (p. 100). Car François Laruelle met bien ici le doigt sur l'articulation de l'expansion philosophique avec ce projet politique, comme il démontre que l'intellectuel dominant parachève sous ce rapport une sinistre incarnation du philosophe. La non-philosophie enjoint de suspendre cet accomplissement, de lever la contrainte structurale qui précipite un tel dénouement.

Ainsi, face à l'intellectuel dominant qui prétend agir directement sur la conjoncture et n'aboutit en fait qu'à hiérarchiser les victimes et à en modifier la répartition, l'intellectuel déterminé s'efforce par sa pratique d'opérer « une mise entre parenthèses des croyances et des apparences qui sont le tissu enveloppant de l'histoire » (p. 25). François Laruelle, après avoir exhumé un phénomène de double croyance, soit de redoublement de la croyance dans la mesure où « la croyance-objet, la croyance aux choses » se distingue de « la croyance du sujet à cette croyance » (p. 108), indique que cette seconde croyance est mise en cause par la pratique de l'intellectuel déterminé. Car c'est bien celle-ci qui est à l'origine d'un surcroît d'accablement chez les victimes, pour autant que, sous l'impulsion « sur-victimisante » de l'intellectuel engagé, ce supplément de croyance s'impose aux victimes et compromet tout espoir d'apaisement.

Il s'agit en fait de permettre aux victimes de se relever d'avoir été victimes sans qu'elles ne se dressent pour autant comme persécuteurs ; la condition requise pour cela est de sortir du cycle de la vengeance dont l'auteur démontre qu'il imprègne la tradition philosophique. Aussi est-il question de s'extraire des présuppositions qui attachent les victimes à leur sort et aiguillent le déroulement de l'histoire comme passage de la victime au persécuteur, présuppositions qui sont bel et bien à l'œuvre dans les débats éculés et se retrouvent du reste dans les solutions qu'ils génèrent : « "Demander" ou "réclamer" la justice, c'est un progrès dans la théorie des victimes, mais c'est aussi une position problématique de revendication qui fait cercle ou système avec la violence et prolonge cette cote mal taillée qui s'appelle "rendre la justice" » (p. 157). Sans pour autant renoncer à toute idée de justice, la rupture avec le schéma de représentation classique doit être amorcée afin d'interrompre le cycle qui, par les arcanes d'une conception spontanément

admise, assure la succession alternée de la victime et du persécuteur.

Cette croyance qui surdétermine notamment la théorie de la justice et rythme le ressac de l'histoire, François Laruelle entend la mettre en cause par la mobilisation « du mécanisme du présumé et de son effet » (p. 61). Rentre donc pleinement en jeu la conception du réel propre à la non-philosophie dans laquelle celui-ci renferme un élément de « messianité ». C'est en une articulation habile, par une réflexion pleine de dextérité, que l'auteur met à profit les sources diverses de sa théorie, d'enrichir la conception du réel lacanien de ce « savoir indocte » qui marque l'influence des mystiques sur sa pensée, et où l'élaboration marxiste est prise pour le concept de détermination en-dernière-instance dans la mesure où il dégage un vecteur propre à faire pâtir la conjoncture.

Cette méditation riche comblera les disciples pour les perspectives qu'elle dégage relativement à la pratique. Quant à ceux qui ne sont pas encore familiarisés avec la pensée de François Laruelle, ils trouveront un ouvrage dont l'ordre d'exposition est commandé par un effort de clarté et qui présente en outre l'indéniable intérêt de

partir d'une problématique dont nul ne peut décemment se sentir étranger. On se surprend cependant à souhaiter que ce soient les intellectuels qui ouvrent ce livre pour essayer de trouver en eux ce fond d'immanence, cette « humanité » susceptible de les désengager de leurs querelles intestines afin d'intégrer cet « esprit de lutte » qui est engagement pour la « Victime-en-Personne ». Enfin, mentionnons la valeur performative de cet ouvrage, qui, pour mettre en acte la pratique du non-philosophe, s'il est possible qu'il ne suffise pas à dissiper la frilosité témoignée pour cette discipline chez ceux en qui les présumés philosophiques sont enracinés le plus profondément, somme d'interrompre cette parade des paons médiatiques, artisans du pan-médiatique, qui entache de pourpre la fonction de l'intellectuel. Bref, après lecture, la pratique performative a fait son effet et l'on ne saurait tenir ce refus de s'engager à la manière des intellectuels comme une simple absence d'engagement.

**Franck Richez**

*(Doctorant en philosophie, Université Paris X, France)*

franckrichez@club-internet.fr